

**Consultation publique de la CRE du 22 juillet 2015**  
**relative à la structure du TURPE 5**

-

**Réponse de Rio Tinto**

Question 31 : Etes-vous favorable à la modification présentée des principes de couverture du volet énergie des charges liées à l'équilibrage ?

Une telle modification, si elle devait être mise en place, devrait s'accompagner d'une étude d'impact préalable, et notamment sur ce qui concerne les éventuels transferts entre acteurs du système.

Question 32 : Etes-vous favorable au transfert dès l'entrée en vigueur des prochaines Règles MA – RE (printemps 2016) des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements écarts ?

La réserve secondaire constitue un service systèmes. Il n'y a aucune rationalité pour transférer des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements – écarts.

« Cela reviendrait à mélanger les choux et les carottes ».

Question 37 : Estimez-vous que les règles actuelles de constitution des réserves primaire et secondaire (prescription d'acteurs obligés et prix régulé) doivent être modifiées ?

Les règles actuelles fonctionnent parfaitement et rendent un service qui donne entière satisfaction depuis de nombreuses années. Le prix régulé s'impose de facto du fait de la concentration des acteurs et de l'extrême importance des services vis-à-vis de la sûreté du système électrique.

Il s'agit d'une fonction régalienne et stratégique qui ne doit pas donner lieu à l'intervention de traders ou acteurs qui spéculeraient sur le cœur du système électrique.

Question 38 : Que pensez-vous de l'analyse de RTE concernant le marché secondaire organisé des services système fréquence ?

La réponse de RTE est logique : un marché secondaire ne peut pas fonctionner et donc n'est pas viable. De plus, cela n'a aucun sens technico-économique (cf la réponse précédente concentration).

Question 39 : Etes-vous favorable à l'organisation d'appels d'offres pour contractualiser tout ou partie de la réserve primaire ? Considérez-vous opportun de mener une telle contractualisation de façon conjointe avec d'autres GRT européens ?

Rio Tinto n'est pas favorable à l'organisation d'appel d'offres pour contractualiser la réserve primaire. Outre le fait d'introduire une incertitude sur la rémunération du service rendu, incertitude qui crée une barrière à l'entrée pour les nouveaux entrants, l'organisation d'enchères hebdomadaires sécables constitue une asymétrie favorable aux sociétés capables de mutualiser leurs différents utiles et un très gros handicap pour les sites de soutirage unique. Il s'agit là d'une contrainte rédhibitoire : un site industriel ne peut pas jongler toutes les semaines et modifier les paramètres de réglage de sa participation aux services-systèmes.

L'expérience de l'appel d'offres Réserve Rapide 2014-2015 du site Aluminium Dunkerque a démontré l'ineptie du système.

Par ailleurs, avec une puissance variable hebdomadaire, il conviendra que RTE puisse effectuer des contrôles du réalisé en adéquation avec cette variation.

Il y aura une complexité accrue du point de vue conformité et de facturation correspondantes.

Pour ce qui concerne la contractualisation avec d'autres GRT européens, il importe de conserver la prérogative de la sûreté du système électrique à chaque pays. Les règles européennes ont défini une contribution de chaque pays (570 MW de réserve primaire pour la France). Il appartient à la France de pourvoir à cette contribution. Eu égard à la problématique de sûreté du système électrique, une mutualisation entre pays impliquerait que ces pays devraient créer un GRT qui aurait la responsabilité de la zone concernée. Sans cette condition, on ne peut pas jouer la sûreté du système électrique au gré d'une contractualisation transfrontalière.

Question 40 : Pensez-vous opportun de faire supporter par les producteurs une partie des coûts de constitution des services système ? En particulier, que pensez-vous de la proposition de la CRE de faire supporter par les producteurs tout ou partie de la différence par rapport à la situation actuelle (18,20 €/MW/h) ?

Il n'est pas opportun de faire supporter une partie des coûts de constitution des services systèmes par les producteurs dès lors que des sites de soutirage participent aux services systèmes. Il est hautement souhaitable de laisser les coûts des services-systèmes au niveau du TURPE.

Une affectation sur les producteurs impliquerait de mettre ces coûts sur tous les producteurs qu'ils soient conventionnels ou non. Il faudrait également différencier ces coûts selon les contributions négatives des producteurs (ie coût plus important à attribuer à l'éolien).

Enfin, comment traiter le sujet auto-consommation ?

Question 41 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la réserve secondaire ? Si non, quelles alternatives proposez-vous ?

RTE précise qu'il n'y a pas de perspectives de développement d'un marché concurrentiel pour la réserve secondaire et préconise le maintien d'un prix régulé.

Rio Tinto est parfaitement en phase avec ce raisonnement qui aurait pu également prévaloir pour la réserve primaire (cf question 37)